

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

Tarbes, le 28/02/2023

Rapport de contrôle de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PSI (PYRENEES SERVICES INDUSTRIE)

570 rue Peyrehitte - B.P. n 9 - 65300 Lannemezan

Référence : 2023-0198-Dp
Code AIOT : 0006802706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement PSI (PYRENEES SERVICES INDUSTRIE) implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale coup de poing "Tri au carré" dont l'objectif est de trouver des filières illégales de déchets, à destination de l'étranger notamment.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSI (PYRENEES SERVICES INDUSTRIE)
- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan
- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PSI exploite, notamment, à Lannemezan un centre de tri-transit-regroupement de déchets, dangereux et non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Registre : gestion et transport	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d	/	Lettre de suite	1 mois
5	Registre : destination du déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre : présence registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
2	Registre : date sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a	/	Sans objet
3	Registre : dénomination déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le registre des déchets 2022 doit être complété et celui de l'année 2023 devra reprendre tous les items exigés par les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 31/05/2022 fixant le contenu des registres déchets.

Les bordereaux de suivi des déchets relatifs aux expéditions des acides devront être mis en cohérence avec les documents de mouvements des procédures de notification.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]
Constats : L'Inspection a consulté le registre des déchets sortants, pour les années 2021 et 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Date sortie déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;
Constats : Les dates d'expédition sont renseignées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dénomination déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
Constats : La dénomination, la nature et la quantité de déchets sont renseignées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion et transport

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
Constats : La raison sociale est mentionnée néanmoins, pour l'année 2022, doivent être ajoutés : - le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Destination des déchets
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour 2022, le registre ne contient pas les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Par échantillonnage, l'Inspection a procédé au contrôle de procédures de notification réalisées en 2021 et d'une procédure d'information réalisée en 2023 (procédures relatives au règlement CE 1013/2006).</p> <p><u>Procédures de notification :</u></p> <p>La société PSI a bénéficié, sur la période du 28/10/2021 au 18/10/2022, d'une notification (FR202106510) pour le transfert transfrontalier de 250 tonnes d'huiles isolantes sans PCB (13 03 07* - R9), pour un nombre total de 20 transferts. L'installation finale appartient à la société FERROMOLINS et se trouve à Molins de Rei en Espagne. L'Inspection a vérifié les trois documents de mouvement correspondant aux 28,8 t expédiées en 2021 et aux 15,96 t expédiées en 2022. Les documents 1/20 et 2/20 ne sont pas signés par l'installation d'élimination. Ils devront l'être et être transmis à l'Inspection. Aucune autre non-conformité n'a été constatée.</p> <p>L'Inspection a ensuite examiné la notification FR2021065002 dont bénéficie la SARL TRADEBE basée à ALLEX dans la Drôme. Cet exportateur intervient pour la société PSI dans le cas de transferts transfrontaliers de déchets dangereux. Dans le cas d'espèce, il s'agit d'acides (06 01 06* - D9) dont 6,46 tonnes ont été expédiées pendant la période couverte par la notification, du 03/11/2021 au 30/09/2022 (80 transferts autorisés), pour élimination par la société LUNAGUA située à Santander. Aucune autre non-conformité n'a été constatée néanmoins deux points appellent des précisions à fournir à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le document de mouvement du 22/11/2021 fait état de 18 t en "quantité réelle" alors que le transfert reçu est bien de 6,46 t ; - le BSD correspondant est dûment rempli néanmoins le code déchet mentionné diffère de celui du document de mouvement puisqu'il mentionne le code 11 01 05*. <p><u>Procédures d'information :</u></p> <p>Par sondage, l'Inspection a contrôlé la fiche d'information PC992196 émise le 16/02/2023 et correspondant à l'expédition de 21,92 tonnes de papiers 1.11 (papiers graphiques triés pour désencrage issus de CS) à destination d'une unité de valorisation située à en Belgique (R3), en l'occurrence la papèterie STORA ENSO LANGERBRUGGE de Gent. Aucune autre non-conformité n'a été constatée.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois